



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 22 juillet 2022**

**portant mise en demeure à la société TSM à Richwiller de se mettre en conformité avec l'article 3.II de l'Arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement »**

**Le Préfet du Haut-Rhin**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- Vu le code de l'environnement, livre I, titre VII du code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I,
- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU les actes administratifs réglementant l'exploitation des installations classées de la société TSM à Richwiller ;
- Vu la visite d'inspection du site le 13 avril 2022 et le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées en date du 20 juin 2022 transmis à la société TSM le 21 juin 2022,
- VU l'absence de réponse (ou observations) de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 13 avril 2022 susvisée l'absence de dispositifs de désenfumage en partie haute avec un ensemble de commande manuelles et automatiques, ce qui constitue un non-respect de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30/06/06 susvisé,

Considérant que l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé exige que « *les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et*

*manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès », l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 6 avril 2022, que la toiture en shed de l'usine ne dispose pas d'un système d'évacuation des fumées,*

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, [...] et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an »,*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1: La société TSM, désignée par l'« exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé Gaillonnet – SERAINCOURT (95450), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement susvisé, pour son site sis 2 rue Kingersheim à Richwiller (68120) dans le délai spécifié à l'article 2.

Article 2: Le délai fixé pour respecter les dispositions rappelées à l'article 1<sup>er</sup> est d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3: Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'Environnement.

Article 5: La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4: Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur de la société TSM, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 22 juillet 2022

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général par intérim

SIGNÉ

Alain CHARRIER